

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 19 juin 2018 :

PRESENTS :

MM. Galant J., Bourgmestre, **Présidente**,
Caulier G., Desmet-Culquin B., D'Haese-Leuridant M., **Echevins**,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Hallot J.P., Breuse E., Senecaut M., Robette-Delputte F.,
Decamps P., Chanoine V., Delhay J., Dessilly V., Egels E.,
Conseillers,
Gillard S., **Directeur général**.

EXCUSES :

Horny D., **Echevin** ;
Vanderkel A., Demoustiez A., Decoster C., Petit N., **Conseillers**

Avant de débiter la séance, la Présidence propose l'ajout d'un point supplémentaire portant sur l'adaptation du règlement organisant l'octroi de « primes vélo ». En sa séance du 12 juin 2018, le Collège communal a effectivement pris connaissance de l'information selon laquelle les voies et moyens prévus pour octroyer, aux ménages jurbisien rentrant dans les conditions, une « prime vélo », étaient déjà épuisés.

Par ailleurs, le nombre maximal de primes pouvant être octroyées sur un exercice, conformément au règlement en vigueur et voté en décembre 2015, a également été atteint (200 primes pour vélo normal et 10 primes pour vélo électrique). Par conséquent, le Collège communal propose au Conseil communal de supprimer la disposition du règlement, reprise jusqu'à présent à l'article 6 du règlement, fixant un nombre maximal de primes pouvant être octroyées sur le même exercice.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 15 mai 2018 – partie publique – **approbation.**

Le Conseil communal approuve le procès-verbal de la séance précédente, partie publique, avec 14 voix pour et 2 abstentions. Mrs DECAMPS et BREUSE s'abstiennent.

2. **Finances** – Situation de caisse en date du 4 juin 2018 – **information**

Le Conseil communal prend connaissance de l'information.

3. **Finances** – Fabrique d'Eglise Notre-Dame du Perpétuel Secours à Masnuy-St-Jean - Compte 2017 - **approbation**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation en ce qui concerne les dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le compte de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame du Perpétuel Secours à Masnuy-Saint-Jean pour 2017, réceptionné à l'Administration communale en date du 24 avril 2018, et se présentant comme suit :

Recettes : 28.454,43 €
Dépenses : 12.334,56 €
Résultat : 16.119,87 €

Vu la décision de l'Evêché de Tournai du 8 mai 2018 approuvant le compte 2017 sans remarque ;

Considérant que la vérification desdits comptes n'emporte aucune remarque dans le chef de l'Administration Communale ;

Approuve, avec 14 voix pour et 2 abstentions, le compte 2017 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame du Perpétuel Secours à Masnuy-Saint-Jean ; Mrs DELHAYE et BREUSE s'abstiennent.

4. Finances – Fabrique d'Eglise de Vacresse à Herchies - Compte 2017 – approbation

Le Conseil communal, siégeant en séance publique

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation en ce qui concerne les dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu le compte de la Fabrique d'Eglise Notre Dame à Herchies - Vacresse pour 2017, réceptionné à l'administration communale en date du 3 mai 2018, et se présentant comme suit :

Recettes : 7.258,50 €
Dépenses : 6.167,90 €
Résultat : 1.090,60 €

Vu la décision de l'Evêché de Tournai du 23 mai 2018 approuvant le compte 2017 avec les remarques suivantes : « R19 : *oubli d'inscrire le solde du compte 2016. Le montant est amené à 5.391,92€. Le résultat du compte 2017 est influencé dans ce sens. / D05 et D06b : à l'avenir, merci de joindre l'ensemble des factures* » ;

Considérant qu'après vérification desdits comptes par l'Administration Communale, celle-ci marque son accord sous réserve de la remarque suivante :

- Modifier l'article concernant la note de crédit R18 de la SWDE d'un montant de 195,00€ ;
- Pour le prochain compte, il est demandé de faire un ajustement interne ; - De reprendre le boni de l'exercice précédent ;

Approuve, avec 14 voix pour et 2 abstentions, le compte 2017 de la Fabrique d'Eglise Notre-Dame à Herchies – Vacresse ; Mrs DELHAYE et BREUSE s'abstiennent.

5. Finances – Eglise Protestante de Baudour-Herchies à Baudour - Compte 2017 – information

Le Conseil communal, siégeant en séance publique

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie locale et de la

Décentralisation en ce qui concerne les dispositions relatives à la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire relative aux cultes, nous informant que c'est la commune prenant à sa charge la plus grosse part de la dotation, qui est compétente dans l'approbation du compte ;

Vu que l'Administration Communale de Saint-Ghislain finance $\frac{3}{4}$ de la dotation annuelle de l'Eglise Protestante de Baudour – Herchies ;

Vu le compte de l'Eglise Protestante de Baudour – Herchies à Baudour pour 2017, réceptionné à l'administration communale en date du 23 avril 2018, et se présentant comme suit :

Recettes : 53.970,44 €
Dépenses : 39.426,90 €
Résultat : 14.543,54 €

Considérant que la vérification desdits comptes n'emporte aucune remarque dans le chef de l'Administration Communale ;

Le Conseil Communal de Jurbise prend connaissance des chiffres du compte 2017 de l'Eglise Protestante de Baudour – Herchies à Baudour.

6. Finances – Adaptation du règlement organisant l'octroi d'une prime vélo – approbation

La Présidente expose ce point.

Madame Senecaut demande à connaître le budget traditionnellement dévolu à ces primes. La Présidente lui répond.

Monsieur Delhaye demande confirmation que le montant de cette prime est différent entre un vélo traditionnel et un vélo électrique, ce à quoi le Président du CPAS, en charge des Finances, lui répond par l'affirmative, tout en précisant que l'octroi de primes pour les vélos électriques a connu une augmentation importante depuis le début de l'exercice.

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu sa décision du 22 décembre 2015 relative à l'octroi de prime pour l'achat d'un vélo adulte ou d'un vélo électrique ;

Vu l'arrêté du Gouvernement Wallon du 2 décembre 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ;

Vu l'arrêté du Gouvernement Wallon modifiant l'arrêté du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ;

Vu notamment l'arrêté du Gouvernement Wallon du 14 mai 2009 modifiant l'arrêté du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Attendu qu'il convient d'encourager toutes les initiatives communales qui ont pour but de prendre soin de la nature, de la santé des citoyens et de désengorger les artères urbaines ;

Attendu que le Conseil Communal peut, en fonction de la santé financière de la commune, octroyer des aides financières aux ménages ;

Attendu que de nouvelles techniques arrivent sur le marché et apportent un « plus » à l'environnement ;

Attendu qu'il y a lieu de fixer les modalités pratiques de l'intervention communale ;

Attendu que l'avis du Directeur Financier a été sollicité en date du 13 juin 2018, obtenu le 18 juin 2018, et qu'il s'avère favorable ;

Sur proposition du Collège Communal, en séance du 12 juin 2018 ;

Le Conseil communal décide, à l'unanimité :

Article 1er : d'octroyer, à partir du 1^{er} janvier 2018, une prime communale pour l'achat d'un vélo « droit » ou l'achat d'un vélo électrique.

- Ne sont visés que les vélos « droits » pour adultes et vélos motorisés électriquement pour adultes.
- Ne sont pas visés les vélos pour enfants, les vélos à deux places (tandems), les tricycles, cuistax, trottinettes et trottinettes électriques ...etc. ne rentrant pas dans une logique de mobilité verte.

Article 2 : La demande de prime doit être adressée par le bénéficiaire au Collège Communal dans l'année qui suit la facturation. Le particulier bénéficiera de cette prime moyennant production d'une facture détaillée d'achat d'un vélo.

Article 3 : Seules deux primes par ménage seront octroyées.

Article 4 : Les bénéficiaires de la prime doivent remplir les conditions suivantes :

- Être une personne physique domiciliée sur le territoire de la Commune de Jurbise ; - Etre majeur ;

Article 5 : La prime est fixée :

- à 10 % de la valeur d'achat du vélo avec un maximum de 25 € pour un vélo normal « droit ».
- à 10% de la valeur d'achat du vélo motorisé électriquement avec un maximum de 100 €.

Article 6 : Des exemplaires de la présente résolution seront transmises aux Autorités de tutelle et à Monsieur le Directeur financier à toutes fins utiles.

7. Secrétariat – Assemblée générale de l'Intercommunale IDETA le 28 juin 2018 : ordre du jour - **approbation**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Agence Intercommunale IDETA. ;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal désignés lors du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire de l'Agence Intercommunale IDETA le 28 juin 2018 ;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé ;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Projet de fusion IDETA-ELSA
2. Décret sur la Gouvernance des Intercommunales – Modifications statutaires
3. Rapport d'activités 2017
4. Comptes annuels au 31 décembre 2017
5. Affectation du résultat
6. Rapport du Commissaire-Réviseur
7. Décharge au Commissaire-Réviseur
8. Décharge aux Administrateurs
9. Démission d'office des administrateurs
10. Renouvellement du Conseil d'administration
11. Fixation des rémunérations des mandataires sur recommandation du Comité de rémunération
12. Approbation du rapport du Comité de rémunération
13. Approbation du rapport de rémunération.

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA ;

Le Conseil communal décide, à l'unanimité :

Article 1er : D'approuver le point n°1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, projet de fusion IDETA-ELSA.

D'approuver le point n°2 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA, Décret sur la Gouvernance des Intercommunales – Modifications statutaires.

D'approuver le point n°3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA – Rapport d'activités 2017.

D'approuver le point n°4 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA – Comptes annuels au 31 décembre 2017.

D'approuver le point n°5 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA – Affectation du résultat.

D'approuver le point n°6 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA – Rapport du Commissaire-Réviseur.

D'approuver le point n°7 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA – Décharge au Commissaire-Réviseur.

D'approuver le point n°8 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA – Décharge aux Administrateurs.

D'approuve le point n°9 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA – Démission d'office des Administrateurs.

D'approuver le point n°10 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA – Renouvellement du Conseil d'administration.

D'approuver le point n°11 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA – Fixation des rémunérations des mandataires sur recommandation du Comité de rémunération.

D'approuver le point n°12 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA – Approbation du rapport du Comité de Rémunération de l'Intercommunale IDETA SCRL.

D'approuver le point n°13 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA – Approbation du Rapport de Rémunération de l'Intercommunale IDETA SCRL.

Article 2 :

De charger ses délégués de rapporter à ladite Assemblée la proportion des votes intervenus au sein du Conseil.

Article 3 :

Les délégués représentant la Commune de Jurbise désignés par le Conseil communal seront chargés lors de l'Assemblée générale du jeudi 28 juin 2018, de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée.

Article 4 :

La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Agence Intercommunale IDETA, à Monsieur le Directeur financier communal ainsi qu'au département administratif.

8. Secrétariat – Assemblées générales ordinaire et extraordinaire du Centre Hospitalier Universitaire Mons-Borinage (CHUMB) le 29 juin 2018 : ordres du jour - **approbation**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le livre V de la première partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et relatif aux modes de coopération entre Communes ;

Considérant que la Commune de Jurbise est affiliée à la S.C Intercommunale Centre Hospitalier Universitaire et Psychiatrique de Mons-Borinage ;

Vu l'article 1523-11 du livre V, du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L112231 et L 1122-34 § 2 ;

Considérant que la commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale CHUPMB du 29 juin 2018 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale CHUPMB ;

Le Conseil communal décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} : d'approuver :

- Le procès-verbal de la séance du 21 décembre 2017 ;
- Le rapport de gestion – année 2017 et ses annexes (le rapport du comité de rémunération et le rapport de gestion spécifique au code des sociétés) ;
- La présentation des comptes relatifs à l'exercice 2017 et ses règles d'évaluation ;
- Le rapport du Commissaire-Réviseur ;

- Le rapport du Collège des Contrôleurs ;
- L'approbation des comptes 2017 ;
- La décharge aux Administrateurs ;
- La décharge aux membres du Collège des Contrôleurs ;
- La décharge au Commissaire-Réviseur ;
- La désignation du Commissaire-Réviseur pour les exercices comptables 2018 à 2020 ;
- La démission de Monsieur Lionel BONJEAN de son poste d'administrateur de l'intercommunale CHUPMB, représentant la Ville de Mons ;
- La désignation de Monsieur Florent DUFRANE en qualité d'administrateur représentant la Ville de Mons, en remplacement de Monsieur Lionel BONJEAN ;
- La démission de Madame Caroline DECAMPS, administrateur indépendant, au sein du Conseil d'administration du CHUPMB ;
- La désignation de Monsieur Lionel BONJEAN en qualité d'administrateur indépendant, au sein du Conseil d'administration du CHUPMB.

Article 2 :

- De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 19 juin 2018.
- De charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale CHU Ambroise Paré ;
- au Gouvernement Provincial ;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

9. Secrétariat – Assemblées générales ordinaire et extraordinaire du Centre Intercommunal de Santé des Cantons de Mons (CISCM) le 25 juin 2018 : ordre du jour - **approbation**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L15123 et L15123-1 et suivants ;

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale C.I.S.C.M. ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale CISCIM par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du Conseil communal du 07 mai 2013 ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire de l'intercommunale CISCIM du 25 juin 2018 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur Conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire porte sur :

1. Rapport de gestion du Conseil d'administration du 08 mai 2018.
2. Rapport du réviseur d'entreprises.
3. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2017 – Approbation.
4. Rapport de rémunération du Comité de rémunérations.
5. Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2017.
6. Décharge à donner au réviseur pour l'exercice de son mandat au cours de l'exercice 2017.
7. Rapport d'activités 2017.
8. Approbation du procès-verbal de la présente séance.

Considérant que l'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire porte sur :

1. Modifications statutaires.
2. Démission d'office des administrateurs.
3. Renouvellement des membres du Conseil d'administration.
4. Approbation rapport de rémunérations.
5. Fixation du montant des jetons de présence des administrateurs selon rapport du Comité de rémunérations.
6. Fixation de la rémunération des Président et Vice-Président selon rapport du Comité de rémunérations.
7. Approbation du procès-verbal de la présente séance.

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M;

Le Conseil communal décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} :

D'approuver les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du CISCN du 25 juin 2018 qui nécessitent un vote.

Article 2 :

D'approuver l'ordre du jour dont les points concernent :

1. Rapport de gestion du Conseil d'administration du 08 mai 2018.
2. Rapport du réviseur d'entreprises.
3. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2017 – Approbation.
4. Rapport de rémunération du Comité de rémunérations.
5. Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2017.
6. Décharge à donner au réviseur pour l'exercice de son mandat au cours de l'exercice 2017.
7. Rapport d'activités 2017.
8. Approbation du procès-verbal de la présente séance.
9. Modifications statutaires.
10. Démission d'office des administrateurs.
11. Renouvellement des membres du Conseil d'administration.
12. Approbation rapport de rémunérations.
13. Fixation du montant des jetons de présence des administrateurs selon rapport du Comité de rémunérations.
14. Fixation de la rémunération des Président et Vice-Président selon rapport du Comité de rémunérations.
15. Approbation du procès-verbal de la présente séance.

Article 3 :

De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté telle qu'elle est exprimée dans l'article 1er ci-dessus.

Article 4 :

De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

Article 5 :

De transmettre la présente délibération à l'intercommunale CISCN.

10. Secrétariat – Assemblée générale extraordinaire des TEC Hainaut le 11 juin 2018 : ordre du jour - approbation

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à la Société de Transport en Commun du Hainaut, en abrégé TEC HAINAUT. ;

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant qu'une assemblée générale extraordinaire est prévue le 11 juin 2018 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal, tous les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de la Société de Transport en Commun du Hainaut TEC.

Le Conseil communal décide, à l'unanimité :

Article 1er : d'approuver :

- * le point 1°) de l'ordre du jour, à savoir :
Projet de fusion établi par l'organe de gestion de la personne morale de droit public « Société Régionale Wallonne du Transport », société absorbante, et par l'organe de gestion de l'association de droit public « Société de Transport en Commun du Hainaut, société absorbée, conformément pour les associés d'obtenir une copie du projet de fusion sans frais.
- * le point 2°) de l'ordre du jour, à savoir :
Rapport écrit et circonstancié de l'organe de gestion sur la fusion projetée conformément à l'article 694 alinéa 1 du Code des sociétés.
- * le point 3°) de l'ordre du jour, à savoir :
Rapport écrit de contrôle révisoral sur la fusion établi par le Collège des Commissaires à savoir 1/ la société « Ernest & Young, Réviseur d'Entreprises », représentée par Madame Marie-Laure Moreau, réviseur d'entreprises, 2/ la société « Knaepen Lafontaine, Réviseur d'Entreprises » représentée par Monsieur Philippe Knaepen, réviseur d'entreprises, 3/ la société « Callens, Pirenne, Theunissen et C° », représentée par Monsieur Baudoin Theunissen, réviseur d'entreprises, désignés par les organes de gestion conformément à l'article 695 du Code des sociétés.

Possibilité pour les associés d'obtenir une copie des rapports susvisés sans frais.
- * le point 4°) de l'ordre du jour, à savoir :
Communication de toute modification importante du patrimoine actif et passif des sociétés absorbante et absorbée intervenue depuis la date de l'établissement du projet de fusion conformément à l'article 696 du Code des sociétés.

Article 2 :

De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Copie de la présente délibération sera transmise à la Société de Transport en Commun du Hainaut, en abrégé « TEC HAINAUT », Bureau Central de Mons, Place Léopold 9A à 7000 Mons.

11. Secrétariat – Assemblées générales ordinaire et extraordinaire de la Société Wallonne Régionale des Transports (SWRT) le 13 juin 2018 : ordres du jour – **approbation**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à la Société Régionale Wallonne de Transport (S.R.W.T.). ;

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que des assemblées générales ordinaire et extraordinaire sont prévues le 13 juin 2018 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points des ordres du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal, tous les points de l'ordre du jour des Assemblées générales ordinaire et extraordinaire de la S.W.R.T ;

Le Conseil communal décide, à l'unanimité :

Article 1er : d'approuver :

* le point 1°) de l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire, à savoir :

1. Rapport du Conseil d'administration.
2. Rapport du Collège des Commissaires aux comptes.
3. Approbation des comptes annuels de la S.W.R.T. arrêtés au 31 décembre 2017.
4. Information sur les comptes annuels consolidés du groupe TEC arrêtés au 31 décembre 2017.
5. Décharge aux Administrateurs et aux Commissaires aux comptes.

* le point 2°) de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire, à savoir :

1. Rapport spécial du Conseil d'administration sur le projet de fusion.
2. Rapport des Commissaires.
3. Approbation du projet de fusion.
4. Modification des statuts : mise en conformité avec le décret du 29 mars 2018 réformant la gouvernance au sein de la Société régionale wallonne du transport et modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne.

Article 2 :

De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Copie de la présente délibération sera transmise à la Société Régionale Wallonne de Transport (S.W.R.T.), Avenue du Gouverneur Bovesse 96 à 5100 Namur.

12. Secrétariat – Assemblées générales ordinaire et extraordinaire de l'Intercommunale IDEA
le 27 juin 2018 : ordres du jour - **approbation**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Vu le décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales ;

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale IDEA. ;

Considérant que la Commune de Jurbise a été mise en mesure de délibérer par courrier du 23 mai 2018 ;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IDEA du 27 juin 2018 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'IDEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil sur chaque point à l'ordre du jour et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote libre (article 21, 2° du décret du 29 mars 2018) correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que le Conseil communal, et s'il échet, le Conseil provincial et le Conseil de l'Action sociale, vote sur l'ensemble des points de l'ordre du jour. Chacun de ses membres peut exiger le vote séparé d'un ou de plusieurs points qu'il désigne. Dans ce cas, le vote d'ensemble ne peut intervenir qu'après le vote sur le ou les points ainsi désignés, et il porte sur les points dont aucun des membres n'a demandé le vote séparé (art.21, 3°, du décret du 29 mars 2018) ;

Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la représentation et l'approbation du rapport d'activités du Conseil d'Administration pour l'exercice 2017 ;

Considérant qu'en date du 23 mai 2018, le Conseil d'Administration a approuvé le projet de rapport d'activités et considérant que les Conseillers communaux associés ont été informés par l'associé concerné que le projet de rapport d'activités est disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que les **deuxième et troisième points** inscrits à l'ordre du jour portent sur la présentation du bilan et des comptes de résultats 2017 et du rapport de gestion ;

Considérant que le **quatrième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du rapport d'évaluation annuel du Comité de rémunération ;

Considérant qu'en date du 23 mai 2018, le Conseil d'Administration a approuvé le rapport d'évaluation annuel du Comité de rémunération annexé au rapport de gestion du Conseil d'Administration ;

Considérant que le **cinquième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du rapport de rémunération au Conseil d'Administration ;

Considérant qu'en date du 23 mai 2018, le Conseil d'Administration a adopté le rapport de rémunération au Conseil d'Administration annexé au rapport de gestion du Conseil d'Administration ;

Considérant que le **sixième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du bilan et comptes de résultats 2017 et du rapport de gestion 2017 qui comprennent les 2 rapports repris aux quatrième et cinquième point ;

Considérant que le Conseil communal a pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs aux Bilans et aux comptes de Résultats 2017 et du rapport de gestion 2017 et ses annexes et considérant que les Conseillers communaux associés ont été informés par l'associé concerné que ces documents sont disponibles sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que le **septième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'affectation du résultat, telle que présentée par le Conseil d'Administration et dans les comptes annuels précités ;

Considérant que le **huitième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner aux Administrateurs ;

Qu'en effet, conformément à l'article 23 des statuts de l'IDEA, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de leur mission pour l'exercice 2017, aux Administrateurs ;

Considérant que le **neuvième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner au Commissaire ;

Qu'en effet conformément à l'article 23 des statuts de l'IDEA, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de sa mission pour l'exercice 2017, au Commissaire ;

Considérant que le **dixième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur les modifications statutaires conformément au décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales ;

Considérant qu'en date du 23 mai 2018, le Conseil d'Administration a approuvé les modifications statutaires conformément au décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supralocales et de leurs filiales telles que reprises dans le projet joint en annexe ;

Considérant que le **onzième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la démission d'office des administrateurs ;

Considérant que le **douzième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur le renouvellement des administrateurs et l'installation du Conseil d'Administration conformément au décret gouvernance du 29 mars 2018 ;

Considérant que le **treizième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la fixation des rémunérations et jetons de présence attribués aux Président, Vice-Président et administrateurs et aux membres du Comité d'audit dans les limites fixées par l'article L5611-1 (art.23, 2°, du décret) et sur avis du comité de rémunération du 23 mai 2018 ;

Considérant que le Conseil d'Administration du 23 mai 2018 a décidé sur base des recommandations du Comité de rémunération IDEA du 23 mai 2018, de proposer à l'Assemblée Générale du 27 juin 2018 :

- De fixer le jeton de présence à 150€ (montant non indexable) ;
- De fixer les rémunérations du Président et du Vice-Président comme suit :

Président :

A 19.997,14€, c'est-à-dire le plafond actuel prévu par le nouveau décret à l'indice pivot 138.01 au 1^{er} janvier 1990 (soit 33.463,21€ à l'index actuel).

Vice-Président :

De maintenir la rémunération actuelle, en l'occurrence 6.249,12€ à l'indice pivot 138.01 au 1^{er} janvier 1990 (soit 10.457,26€ à l'index actuel) dans la mesure où cette rémunération est inférieure au plafond fixé par le nouveau décret pour le Vice-Président,

- D'approuver le remboursement des frais de déplacement des Administrateurs de leur domicile au lieu de réunion.

Considérant que le **quatorzième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du contenu minimum du ROI ;

Considérant que le Conseil d'Administration du 23 mai 2018 a approuvé le règlement d'Ordre Intérieur (R.O.I.) du Conseil d'Administration et du Bureau Exécutif et a décidé de le soumettre à l'Assemblée Générale du 27 juin 2018 pour approbation du contenu minimum.

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDEA ;

Le Conseil communal décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} (point 1) :

D'approuver le rapport d'activités 2017.

Article 2 (points 2, 3, 4, 5 et 6)

D'approuver les comptes 2017, le rapport de gestion 2017 et ses annexes.

Article 3 (point 7)

D'approuver l'affectation du résultat proposée par le Conseil d'Administration.

Article 4 (point 8)

De donner décharge aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mission au cours de l'exercice 2017.

Article 5 (point 9)

De donner décharge au Commissaire pour l'accomplissement de sa mission au cours de l'exercice 2017.

Article 6 (point 10)

De marquer accord sur les modifications statutaires telles que reprises dans le projet de statuts joint en annexe qui seront adressés à l'autorité de Tutelle par l'intercommunale.

Article 7 (point 11)

De prendre acte de la démission d'office de tous les administrateurs à date du 27 juin 2018.

Article 8 (point 12)

De désigner les 20 administrateurs de l'intercommunale IDEA selon la répartition reprise dans la présente, ainsi que deux observateurs qui seront présentés lors de l'Assemblée selon la clé d'Hondt établie sur base des résultats des élections de 2012.

Article 9 (point 13°)

- De fixer le jeton de présence des administrateurs à 150€ (montant non indexable) ;
- De fixer les rémunérations du Président et du Vice-Président comme suit :

Président :

A 19.997,14€, c'est-à-dire le plafond actuel prévu par le nouveau décret à l'indice pivot 138.01 au 1^{er} janvier 1990 (soit 33.463,21€ à l'index actuel).

Vice-Président :

De maintenir la rémunération actuelle, en l'occurrence 6.249,12€ à l'indice pivot 138.01 au 1^{er} janvier 1990 (soit 10.457,26€ à l'index actuel) dans la mesure où cette rémunération est inférieure au plafond fixé par le nouveau décret pour le Vice-Président,

- D'approuver le remboursement des frais de déplacement des Administrateurs de leur domicile au lieu de réunion.

Article 10 (point 14)

D'approuver le Règlement d'Ordre Intérieur (R.O.I.) du Conseil d'Administration et du Bureau exécutif, ci-joint, qui reprend le contenu minimum fixé conformément aux dispositions ci-dessus et qui serait applicable aux organes de gestion une fois celui-ci approuvé par chacun d'eux.

Article 11 :

De charger ses délégués de rapporter à ladite Assemblée la proportion des votes intervenus au sein du Conseil.

Article 12 :

Les délégués représentant la Commune de Jurbise désignés par le Conseil communal seront chargés lors de l'Assemblée générale du jeudi 27 juin 2018, de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée.

Article 13 :

La présente résolution sera transmise pour information à l'Intercommunale IDEA.

13. Secrétariat – Assemblées générales ordinaire et extraordinaire de l'Intercommunale HYGEA le 28 juin 2018 : ordres du jour - approbation

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Vu le décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales ;

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale HYGEA ;

Considérant que la Commune de Jurbise a été mise en mesure de délibérer par courrier du 24 mai 2018 ;

Considérant que la Commune de Jurbise doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale HYGEA du 28 juin 2018 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'HYGEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil sur chaque point à l'ordre du jour et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote libre (article 21, 2° du décret du 29 mars 2018) correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant que le Conseil communal vote sur l'ensemble des points de l'ordre du jour. Chacun de ses membres peut exiger le vote séparé d'un ou de plusieurs points qu'il désigne. Dans ce cas, le vote d'ensemble ne peut intervenir qu'après le vote sur le ou les points ainsi désignés, et il porte sur les points dont aucun des membres n'a demandé le vote séparé (art.21, 3°, du décret du 29 mars 2018) ;

- Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la présentation et l'approbation du rapport d'activités du Conseil d'Administration pour l'exercice 2017 ;

Considérant qu'en date du 24 mai 2018, le Conseil d'Administration a approuvé le projet de rapport d'activités et considérant que les conseillers communaux ont été informés par l'associé concerné que le projet de rapport d'activités est disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

- Considérant que le **deuxième et troisième points** inscrits à l'ordre du jour portent sur la présentation du bilan et comptes de résultats 2017 et du rapport de gestion. ;

- Considérant que le **quatrième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du rapport d'évaluation annuel du Comité de rémunération ;

Considérant qu'en date du 24 mai 2018, le Conseil d'Administration a approuvé le rapport d'évaluation annuel du Comité de rémunération annexé au rapport de gestion du Conseil d'Administration ;

- Considérant que le **cinquième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du rapport de rémunération au Conseil d'Administration ;

Considérant qu'en date du 24 mai 2018, le Conseil d'Administration a adopté le rapport de rémunération au Conseil d'Administration annexé au rapport de gestion du Conseil d'Administration ;

- Considérant que le **sixième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du bilan et comptes de résultats 2017 et du rapport de gestion 2017 qui comprennent les 2 rapports repris aux quatrième et cinquième points ;

Considérant que le Conseil communal a pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs aux Bilans et aux comptes de Résultats 2017 et du rapport de gestion 2017 et ses annexes et considérant que les conseillers communaux associés ont été informés par l'associé concerné que ces documents sont disponibles sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

- Considérant que le **septième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'affectation du résultat, telle que présentée par le Conseil d'Administration et dans les comptes annuels précités ;
- Considérant que le **huitième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner aux Administrateurs ;

Qu'en effet, conformément à l'article 28 §2 des statuts d'HYGEA ; l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de leur mission pour l'exercice 2017, aux Administrateurs ;

- Considérant que le **neuvième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner au Commissaire ;

Qu'en effet, conformément à l'article 28 §2 des statuts d'HYGEA ; l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de sa mission pour l'exercice 2017, au Commissaire ;

- Considérant que le **dixième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur les modifications statutaires conformément au décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales ;

Considérant qu'en date du 24 mai 2018, le Conseil d'Administration a approuvé les modifications statutaires conformément au décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution reprises dans le projet de statuts joint en annexe ;

- Considérant que le **onzième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la démission d'office des administrateurs ;
- Considérant que le **douzième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur le renouvellement des administrateurs et l'installation du Conseil d'Administration conformément au décret gouvernance du 29 mars 2018 ;
- Considérant que le **treizième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la fixation des rémunérations et jetons de présence attribués aux Président, Vice-Président et administrateurs et aux membres du Comité d'audit dans les limites fixées par l'article L5311-1 (art.23, 2°, du décret) et sur avis du Comité de rémunération du 24 mai 2018 ;

Considérant que le Conseil d'Administration du 24 mai 2018 a décidé, sur base des recommandations du Comité de rémunération HYGEA du 24 mai 2018, de proposer à l'Assemblée Générale du 28 juin 2018 :

- *De fixer le jeton de présence à 150€ (montant non indexable) ;*
- *De fixer les rémunérations du Président et du Vice-Président comme suit :*

= Président : 17.140,41 € à l'indice pivot 138.01 au 1^{er} janvier 1990 (soit 28.682,76€ à l'index actuel) ; = Vice-Président : de maintenir la rémunération actuelle, c'est-à-dire 10.712,52€ à l'indice pivot 138.01 au 1^{er} janvier 1990 (17.926,72€ à l'index actuel) dans la mesure où cette rémunération est inférieure au plafond fixé par le nouveau décret pour le Vice-Président ;

- *D'approuver le remboursement des frais de déplacement des Administrateurs de leur domicile au lieu de réunion.*

- Considérant que le **quatorzième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation du contenu minimum du ROI ;

Considérant que le Conseil d'Administration du 24 mai 2018 a approuvé le règlement d'Ordre Intérieur (R.O.I.) du Conseil d'Administration et du Bureau Exécutif et a décidé de le soumettre à l'Assemblée Générale du 28 juin 2018 pour approbation du contenu minimum.

Le Conseil communal décide, à l'unanimité :

Article 1er :

D'approuver le rapport d'activités HYGEA 2017.

Article 2 (points 2, 3, 4, 5 et 6) :

D'approuver les comptes 2017, le rapport de gestion 2017 et ses annexes.

Article 3 (point 7) :

D'approuver l'affectation du résultat proposée par le Conseil d'Administration.

Article 4 (point 8):

De donner décharge aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mission au cours de l'exercice 2017.

Article 5 (point 9) :

De donner décharge au Commissaire pour l'accomplissement de sa mission au cours de l'exercice 2017.

Article 6 (point 10)

De marquer accord sur les modifications statutaires telles que reprises dans le projet de statuts joint en annexe qui seront adressés à l'autorité de Tutelle par l'intercommunale.

Article 7 (point 11)

De prendre acte de la démission d'office de tous les administrateurs à dater du 28 juin 2018.

Article 8 (point 12)

De désigner les 20 administrateurs de l'intercommunale HYGEA selon la répartition reprise dans la présente, ainsi que deux observateurs qui seront présentés lors de l'Assemblée selon la clé d'Hondt établie sur base des résultats des élections de 2012.

Article 9 (point 13)

De fixer le jeton de présence à 150€ (montant non indexable).

De fixer les rémunérations du Président et du Vice-Président comme suit :

Président : 17.140,41€ à l'indice pivot 138.01 au 1^{er} janvier 1990 (soit 28.682,76€ à l'index actuel).

Vice-Président : de maintenir la rémunération actuelle, c'est-à-dire 10.712,52€ à l'indice pivot 138.01 au 1^{er} janvier 1990 (17.926,72€ à l'index actuel) dans la mesure où cette rémunération est inférieure au plafond fixé par le nouveau décret pour le Vice-Président.

D'approuver le remboursement des frais de déplacement des Administrateurs de leur domicile au lieu de réunion.

Article 10 (point 14)

D'approuver le Règlement d'Ordre Intérieur (R.O.I.) du Conseil d'Administration et du Bureau exécutif, ci-joint, qui reprend le contenu minimum fixé conformément aux dispositions ci-dessus et qui serait applicable aux organes de gestion une fois celui-ci approuvé par chacun d'eux.

14. Secrétariat – Assemblée générale d'ORES ASSETS le 28 juin 2018 : ordre du jour - approbation

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale ORES Assets. ;

Considérant que la Commune a été convoquée à participer à l'Assemblée générale du 28 juin 2018 par courrier daté du 9 mai 2018 ;

Vu les statuts de l'intercommunale ORES Assets ;

Considérant que les délégués des communes associées à l'Assemblée générale sont désignés par le Conseil communal de chaque commune parmi les membres des conseils et collèges communaux, proportionnellement à la composition dudit Conseil et que le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du Conseil communal ;

Considérant les points portés à l'ordre du jour de la susdite Assemblée ;

Considérant que la commune souhaite jouer pleinement son rôle d'associé dans l'intercommunale ;

Que dans cet esprit, il importe que le Conseil communal exprime sa position à l'égard des points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ;

Le Conseil communal décide, à l'unanimité :

De désigner, conformément à l'article L1122-34 §2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, au titre de délégués à l'Assemblée générale du 28 juin 2018 de l'intercommunale ORES Assets, MM. DECOSTER, HALLOT, EGELS, DESSILLY et PETTT ;

Article 1er : d'approuver aux majorités suivantes, les points ci-après inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du 28 juin 2018 de l'intercommunale ORES Assets :

Point 2 – Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2017

- Approbation des comptes annuels d'ORES Assets au 31 décembre 2017 ;
- Approbation de la proposition de répartition bénéficiaire relative à l'exercice 2017.

Point 3 – Décharge aux administrateurs pour l'exercice de leur mandat au cours de l'année 2017.

Point 4 – Décharge aux réviseurs pour l'exercice de leur mandat au cours de l'année 2017.

Point 5 – Remboursement des parts R à la commune d'Aubel.

Point 6 – Distribution de réserves disponibles (suite de l'opération scission-absorption PBE : art.2 de la convention relative à l'opération de scission).

Point 7 : Politique de dividende : suppression des parts R (par remboursement et/ou conversion en parts A) et de l'incorporation des réserves disponibles au capital.

Point 8 : Modifications statutaires.

Point 9 : Nominations statutaires.

Point 10 : Actualisation de l'annexe 1 des statuts – Liste des associés.

Article 2 :

De charger ses délégués de rapporter à ladite Assemblée la proportion des votes intervenus au sein du Conseil.

Article 3 :

De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Copie de la présente délibération sera transmise à l'intercommunale précitée.

**15. Secrétariat – Assemblée générale du Holding communal (en liquidation) le 27 juin 2018 :
ordre du jour - approbation**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à la Société Holding Communal S.A. en liquidation. ;

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant qu'une assemblée générale extraordinaire est prévue le 27 juin 2018 ;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal, tous les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de la S.A. Holding Communal – En liquidation ;

Le Conseil communal décide, à l'unanimité :

Article 1er : d'approuver :

* le point de l'ordre du jour de l'assemblée générale, à savoir :

1. Examen des travaux des liquidateurs pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2017.
2. Examen des comptes annuels pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2017 par les liquidateurs.
3. Examen du rapport annuel des liquidateurs pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2017, y compris la description de l'état d'avancement de la liquidation et les raisons pour lesquelles cette dernière n'a pas encore pu être clôturée.
4. Examen du rapport du Commissaire sur les comptes annuels pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2017.
5. Questions.

Article 2 :

De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

Copie de la présente délibération sera transmise à la S.A. Holding Communal – en liquidation.

16. Secrétariat – Assemblée générale ordinaire de l'Intercommunale Pure de Financement du Hainaut (IPFH) le 27 juin 2018 : ordre du jour - **approbation**

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale I.P.F.H. ;

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la Commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.P.F.H. du 27 juin 2018 ;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal, tous les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'intercommunale I.P.F.H.

Le Conseil communal décide, à l'unanimité :

Article 1er : d'approuver :

- * le point 1°) de l'ordre du jour, à savoir : *Modifications statutaires.*
- * le point 2°) de l'ordre du jour, à savoir :
Comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2017 – Rapport du Conseil d'administration et du Collège des contrôleurs aux comptes.
- * le point 3°) de l'ordre du jour, à savoir :
Comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2017 – Approbation.
- * le point 4°) de l'ordre du jour, à savoir :
Approbation du rapport du Conseil d'administration au sens de l'article L6421-1 du CDLD.
- * le point 5°) de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2017.
- * le point 6°) de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge à donner aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2017.

- * le point 7°) de l'ordre du jour, à savoir :
Renouvellement de la composition des organes de gestion.
- * le point 8°) de l'ordre du jour, à savoir :
Adaptations des jetons de présence et rémunérations aux dispositions du décret du 29 mars 2018.

Article 2 :

De charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 19 juin 2018.

Article 3 :

De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 : Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.P.F.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'Assemblée générale, soit pour le 20 juin 2018. Toutefois, le Président de l'Assemblée peut, par décision qui sera la même pour tous, admettre des délibérations déposées tardivement ;
- au Gouvernement provincial ;
- au Ministre des Pouvoirs locaux.

17. Secrétariat – Assemblée générale de l'Intercommunale IGRETEC le 29 juin 2018 : ordre du jour - approbation

Le Conseil communal, siégeant en séance publique,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C.;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'I.G.R.E.T.E.C. du 29 juin 2018 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'I.G.R.E.T.E.C ;

Le Conseil communal décide, à l'unanimité :

Article 1 : D'approuver :

- * le point 1 de l'ordre du jour, à savoir :
Affiliations / Administrateurs.
- * le point 2 de l'ordre du jour, à savoir :
Modifications statutaires.
- * le point 3 de l'ordre du jour, à savoir :
Comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2017 – Rapport de gestion du Conseil d'administration – Rapport du Collège des Contrôleurs aux Comptes.
- * le point 4 de l'ordre du jour, à savoir :
Approbation des comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2017.
- * le point 5 de l'ordre du jour, à savoir :

Approbation du rapport du Conseil d'administration au sens de l'article L6421-1 du CDLD.
- * le point 6 de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge à donner aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2017.
- * le point 7 de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge à donner aux membres du Collège des Contrôleurs aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2017.
- * le point 8 de l'ordre du jour, à savoir :
Renouvellement de la composition des organes de gestion.
- * le point 9 de l'ordre du jour, à savoir :
Adaptations des jetons de présence et rémunérations aux dispositions du décret du 29 mars 2018.

Article 2 : de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal de Jurbise en sa séance du 19 juin 2018.

Article 3 : de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 : de transmettre copie de la présente délibération :

- à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C, Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI pour le 22 juin 2018 au plus tard ; - Au Gouvernement Provincial ; - Au Ministre des Pouvoirs Locaux.

18. Marchés publics – MP 2015-15-SG-FC relatif à la virtualisation du parc informatique de la Commune et du CPAS de Jurbise : proposition d'avenant n°3 au montant de 17.187,96€ HTVA – **approbation**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 25 et l'article 26, §1, 3°, c ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 38/2 (Evénements imprévisibles dans le chef de l'adjudicateur) ;

Vu la décision du Collège communal du 15 février 2016 relative à l'attribution du marché "Virtualisation du parc informatique de la Commune et du CPAS de Jurbise" à CIVADIS S.A., rue de Néverlée 12 à 5020 Namur pour le montant d'offre contrôlé de 82.502,50 € hors TVA ou 99.828,03 €, TVA comprise ;

Considérant que l'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier des charges N° 2015-15-SG-FC ;

Vu la décision du Collège communal du 22 mars 2016 approuvant l'avenant 1 pour un montant en plus de 7,02 € hors TVA ou 8,49 €, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du conseil communal du 10 mai 2016 approuvant l'avenant 2 pour un montant en plus de 10.292,00 € hors TVA ou 12.453,32 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire, lors de l'exécution du marché, d'apporter les modifications suivantes :

Q en +		17.187,96 €
Total HTVA	=	17.187,96 €
TVA	+	3.609,47 €
TOTAL	=	20.797,43 €

Considérant que le montant total de cet avenant et des avenants précédents déjà approuvés dépasse de 33,32% le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 109.989,48 € hors TVA ou 133.087,27 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que cet avenant se justifie de par la nécessité d'installer un serveur supplémentaire sur le site du CPAS d'Herchies, afin d'y rapatrier certains applicatifs propres au CPAS ; que par cette démarche, non seulement la qualité et la vitesse des connexions sur ce site seront grandement normalisées, voire renforcées, mais elles le seront également sur le site de Masnuy-Saint-Jean où du matériel, actuellement utilisé sur le site d'Herchies, sera installé ; qu'enfin, la conclusion de cet avenant permettra de préserver l'infrastructure virtualisée de la Commune et du CPAS de Jurbise ;

Considérant que ces avenant et adaptations n'étaient pas prévisibles au moment de l'élaboration du CSCh, ni même de l'attribution du marché à l'adjudicataire Civadis, car ils s'expliquent par le constat négatif, en cours de réalisation des services, de qualité de lignes faibles et non améliorables, sauf par l'installation de fibres optiques entre les différents sites communaux et du CPAS., solution particulièrement onéreuse et disproportionnée ;

Considérant qu'il n'est pas accordé de prolongation du délai pour cet avenant ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits à l'article 104/74253 :20180001.2018 du budget 2018 du CPAS de Jurbise ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité le 17 mai 2018, obtenu en date du 4 juin 2018 et qu'il s'avère favorable ;

Considérant que la présente décision sera transmise au CPAS de Jurbise pour information et suites voulues ;

Le Conseil communal décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver l'avenant 3 du marché "Virtualisation du parc informatique de la Commune et du CPAS de Jurbise" pour le montant total en plus de 17.187,96 € hors TVA ou 20.797,43 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De financer cet avenant par les crédits inscrits à l'article 104/74253 :20180001.2018 du budget 2018 du CPAS de Jurbise.

Article 3. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure, et sera transmise au CPAS de Jurbise pour information et suites voulues

19. Juridique – Projet de construction d'un bâtiment sportif à Vacresse : projet de convention entre la Commune de Jurbise et les propriétaires des parcelles utilisées pour la pratique sportive à Herchies-Vacresse - désignation de Madame la Bourgmestre et de Monsieur le Directeur général pour représenter la Commune de Jurbise à la signature de l'acte – **approbation**

Monsieur Delhaye demande si l'accord des différents propriétaires a déjà été obtenu.

La Présidente l'informe que les démarches sont en cours avec les intéressés afin de recueillir tous les accords nécessaires, et explique que les démarches à l'égard de l'un d'entre eux seront probablement facilitées grâce au fait que l'Evêché de Tournai ne souhaite désormais plus désacraliser l'Eglise de Vacresse.

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Attendu que la Commune de Jurbise a pour projet d'établir, sur un terrain lui appartenant et cadastré Commune de Jurbise, 5^{ème} Division, Section C, parcelle 710e³, un bâtiment sportif et technique abritant des vestiaires, des locaux techniques et une cafétéria avec cuisine et salle de réunion ;

Attendu qu'un permis d'urbanisme a été obtenu par la Commune de Jurbise à cet effet en date du 24 juillet 2017 ;

Considérant qu'un dossier de subsides a été introduit en date du 20 décembre 2017 auprès du Service Public de Wallonie - DG01 – Routes et Bâtiments – Infrasport, sis Boulevard du Nord 8 à 5000 Namur, et complété, en date du 3 avril 2018, par les résultats de la procédure de marché public dénommée « Construction de bâtiment sportif (vestiaires et cafétéria) - PIC 7403 » ;

Considérant que l'un des éléments du dossier exigés par le Service Public de Wallonie -DG01 – Routes et Bâtiments – Infrasport consiste en l'établissement de la preuve de la disponibilité, pour une durée minimale de 20 ans, des terrains permettant la pratique du sport aux abords immédiats du futur bâtiment sportif communal ;

Considérant le projet de convention élaboré par l'Administration communale de Jurbise, par lequel il est proposé que les parcelles cadastrées Commune de Jurbise, 5^{ème} Division, Section C, n° 705, 706, 708, 711 et 712A seront mises à disposition par leurs propriétaires, et ce pour une durée minimale de 20 ans ;

Considérant que cette convention, une fois signée par les différentes parties, à savoir les propriétaires des parcelles concernées et la Commune de Jurbise, fera naître des droits et des obligations à charge des différentes parties, mieux détaillées aux articles 2 (destination des parcelles), 3 (entretien et libre accès des parcelles), 4 (jouissance et conservation des parcelles) et 7 (transmissibilité de plein droit des clauses de la convention) ;

Considérant que cette convention constitue un élément indispensable à la complétude du dossier de subsides introduit auprès du Service Public de Wallonie - DG01 – Routes et Bâtiments – Infrasport, tout en permettant de garantir dans la durée la mise à disposition des parcelles de terrain indispensables à la pratique sportive des affiliés du Football Club de Vacresse, club accueillant 260 joueurs de toutes catégories d'âge ;

Considérant que l'établissement de cette convention serait fait à titre gratuit pour cause d'utilité publique, exonérée des droits d'enregistrement, et que tous les frais qui découleraient de la réalisation de l'acte notarié seraient à charge de la Commune de Jurbise ;

Considérant qu'outre l'approbation du Conseil communal sur les termes de la présente convention, il est ici également proposé de désigner Madame Jacqueline Galant, Bourgmestre et Monsieur Stéphane Gillard, Directeur général, pour représenter la Commune à la signature de celle-ci ;

Décide, avec 15 voix pour et une abstention ; Mr Breuse s'abstient :

Article 1^{er} . - De marquer son accord sur la convention élaborée par l'Administration communale de Jurbise, par laquelle il est proposé que les parcelles cadastrées Commune de Jurbise, 5^{ème} Division, Section C, n° 705, 706, 708, 711 et 712A seront mises à disposition par leurs propriétaires, et ce pour une durée minimale de 20 ans.

Article 2 : De désigner Madame Jacqueline Galant, Bourgmestre et Monsieur Stéphane Gillard, Directeur général, pour représenter la Commune à la signature de la convention.

Article 3 : De transmettre, pour disposition, un exemplaire de la présente décision au Service Public de Wallonie -DG01 – Routes et Bâtiments – Infrasport, sis Boulevard du Nord 8 à 5000 Namur, ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier, pour information.

20. Travaux – Proposition de déclassement de la remorque agricole Clarinval BB70 – approbation

Le Conseil Communal, délibérant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Vu la vétusté de la remorque agricole de marque Clarinval BB70 affectée au Service Travaux et inutilisée depuis quelques années ;

Attendu que cette remorque est stockée au dépôt communal et que sa désaffectation du Patrimoine Communal apparaît comme une mesure opportune et raisonnable ;

Sur proposition du Collège communal ;

Le Conseil communal décide, à l'unanimité :

Article 1^{er} : d'approuver la désaffectation de la remorque agricole de marque Clarinval BB70, affectée au Service Travaux et inutilisée depuis plusieurs années, du patrimoine de l'Administration Communale de Jurbise.

Article 2 : de transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition, ainsi qu'à l'assureur communal.

21. Travaux – Aménagement de trottoirs à la rue des Masnuy à Masnuy-St-Pierre. Mode de passation, conditions et CSC – approbation

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (la valeur estimée HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu le projet de modification du Plan Communal d'Investissement Communal de Jurbise 2017-2018, établi par le service des travaux de la Commune, et reposant sur :

- La création d'un parking sur terrain communal, rue du Moustier n° 8 à Jurbise ; -
- L'aménagement de trottoirs à la rue des Masnuy à Masnuy-St-Pierre ;

Vu l'approbation de la modification du Plan d'Investissement Communal (PIC) 2013-2016 par le Conseil communal du 19 décembre 2017 ;

Vu le courrier du 28 février 2018 du Service Public de Wallonie, Département des Infrastructures Subsidées, approuvant la modification du Plan d'Investissement Communal ;

Vu la décision du Collège communal du 19 février 2018 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Aménagement de trottoirs à la rue des Masnuy à Masnuy-St-Pierre" à Hainaut Ingénierie Technique, rue de Valenciennes, 58 à 7301 Hornu ;

Considérant le cahier des charges N° AC.1160.2018.0002 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Valenciennes, 58 à 7301 Hornu ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 331.514,12 € hors TVA ou 401.132,09 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant qu'il n'est pas possible de scinder ce marché en plusieurs lots, s'agissant de travaux de voirie dont les opérations liées et indissociables ne permettraient pas d'obtenir des garanties certaines, applicables et suffisantes lors des interventions successives ou simultanées des différents entrepreneurs ;

Considérant que le coût portant sur l'aménagement de trottoirs à la rue des Masnuy à Masnuy-St-Pierre, concerne des travaux communaux susceptibles d'être subsidiés ;

Considérant que l'estimation du subside régional s'élève à 200.566,05 € TVA comprise sur un montant total de 401.132,09 € TVA comprise ;

Considérant que l'investissement minimum propre de la Commune doit être équivalent à la dotation régionale ;

Considérant qu'au total, la part que la Commune devra supporter dans ces travaux s'élèvera donc à 200.566,05 € TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 421/732-60 (n° de projet 20170027) et sera financé par emprunt et par subsides ;

Considérant que ce crédit pourra être augmenté en modification budgétaire n° 2 ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité le 6 juin 2018, obtenu en date du 15 juin 2018, et qu'il s'avère favorable ;

Le Conseil communal décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° AC.1160.2018.0002 et le montant estimé du marché "Aménagement de trottoirs à la rue des Masnuy à Masnuy-St-Pierre", établis par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Valenciennes, 58 à 7301 Hornu. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 331.514,12 € hors TVA ou 401.132,09 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3. - De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 421/732-60 (n° de projet 20170027).

Article 5. - Ce crédit pourra être augmenté lors de la modification budgétaire n° 2.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

22. Travaux – Aménagement d'un parking pour la salle culturelle Jacques Galant. Mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (la valeur estimée HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu le projet de modification du Plan Communal d'Investissement Communal de Jurbise 2017-2018, établi par le service des travaux de la Commune, et reposant sur :

- La création d'un parking sur terrain communal, rue du Moustier n° 8 à Jurbise ; -
L'aménagement de trottoirs à la rue des Masnuy à Masnuy-St-Pierre ;

Vu l'approbation de la modification du Plan d'Investissement Communal (PIC) 2013-2016 par le Conseil communal du 19 décembre 2017 ;

Vu le courrier du 28 février 2018 du Service Public de Wallonie, Département des Infrastructures Subsidiées, approuvant la modification du Plan d'Investissement Communal ;

Vu la décision du Collège communal du 19 février 2018 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Aménagement du parking de la salle culturelle Jacques Galant à Jurbise" à Hainaut Ingénierie Technique, rue Saint-Antoine, 1 à 7301 Hornu ;

Considérant le cahier des charges N° AC.1160.2013.0013 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue Saint-Antoine, 1 à 7021 Havré ;

Considérant que ce marché est scindé en 3 lots, comprenant ; lot 1 – réalisation du parking : 510.189,82 € hors TVA ou 617.329,68 €, 21% TVAC lot 2 – signalisation et marquage : 10.445,00 € hors TVA ou 12.638,45 €, 21% TVAC lot 3 – plantation et ensemencement : 21.990,20 hors TVA ou 26.608,14 €, 21% TVAC

Considérant que le montant total estimé de ce marché s'élève à 542.625,02 € hors TVA ou 656.576,27 € TVA, 21% comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le coût portant sur l'aménagement du parking de la salle culturelle Jacques Galant à Jurbise, concerne des travaux communaux susceptibles d'être subsidiés ;

Considérant que l'estimation du subside régional s'élève à 328.288,14 € TVA comprise sur un montant total de 656.576,27 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que l'investissement minimum propre de la Commune doit être équivalent à la dotation régionale ;

Considérant qu'au total, la part que la Commune devra supporter dans ces travaux s'élèvera donc à 328.288,14 € TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 762/721-60 (n° de projet 2018.0057) et sera financé par emprunt et par subsides ;

Considérant que ce crédit pourra être augmenté en modification budgétaire n° 2 ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité le 6 juin 2018, obtenu en date du 14 juin 2018, et qu'il s'avère favorable ;

Le Conseil communal décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° AC.1160.2013.0013 et le montant estimé du marché "Aménagement du parking de la salle culturelle Jacques Galant", établis par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue Saint-Antoine, 1 à 7021 Havré. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 542.625,02 € hors TVA ou 656.576,27 € TVA comprise.

Article 2. - De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3. - De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 762/721-60 (n° de projet 2018.0057)

Article 5. - Ce crédit sera augmenté lors de la modification budgétaire n° 2.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

23. Travaux – Ecole primaire d'Herchies : réalisation de travaux de toitures. Mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Monsieur Delbaye demande si des travaux d'isolation sont également prévus dans cette procédure. Le Directeur général lui répond par la négative.

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la valeur estimée HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu le constat de plusieurs problèmes de toiture au bâtiment scolaire de l'école communale d'Herchies (section primaire) ainsi qu'à l'habitation attenante louée à un tiers, sise rue des Ecoles, 8 à Herchies ;

Attendu que le service Cadre de Vie a établi une description technique N° 2018-10-SG-GU pour le marché "Travaux de maintenance : réalisation de travaux de toitures" ;

Attendu que le montant estimé de ce marché s'élève à 15.000,00 € hors TVA ou 15.900,00 €, 6 % TVA comprise ;

Attendu qu'il est proposé de conclure le marché par facture acceptée (marchés publics de faible montant) ;

Attendu qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants :

- Ypsoroof – Ipsotoit SA, rue Montavaux, 135 à 7080 Frameries
- CDC-CD MAT SA, rue du Bout de la Haut, 460 à 7390 Quaregnon
- Eric Poivre SPRL, avenue des Nouvelles Technologies, 73 à 7080 Frameries
- Renaud Joël, rue du Champ des Bails, 4 à 7050 Erbisoeul - Roof Construct SA, rue du Pont Bleu, 27 à 7730 Estaimpuis
- 1.2.Toit Inspiration, rue Gernante, 19 à 7050 Herchies.

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 124/724-60 (n° de projet 20180059) ainsi qu'au budget ordinaire de l'exercice 2018, article 722/125.06.2018, et que ces crédits seront financés par emprunt et prélèvement ;

Considérant que l'avis de légalité du directeur financier n'est pas obligatoire, qu'il n'y a pas eu de demande spontanée et qu'aucun avis n'a été donné d'initiative par le directeur financier ;

Le Conseil communal décide, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la description technique N° 2018-10-SG-GU et le montant estimé du marché "Travaux de maintenance : réalisation de travaux de toitures", établis par la Commune de Jurbise. Le montant estimé s'élève à 15.000,00 € hors TVA ou 15.900,00 €, 6% TVA comprise.

Article 2. - De conclure le marché par la facture acceptée (marchés publics de faible montant).

Article 3. - De ratifier la consultation des opérateurs économiques suivants dans le cadre de la facture acceptée :

- Ypsoroof – Ipsotoit SA, rue Montavaux, 135 à 7080 Frameries
- CDC-CD MAT SA, rue du Bout de la Haut, 460 à 7390 Quaregnon
- Eric Poivre SPRL, avenue des Nouvelles Technologies, 73 à 7080 Frameries
- Renaud Joël, rue du Champ des Bails, 4 à 7050 Erbisoeul
- Roof Construct SA, rue du Pont Bleu, 27 à 7730 Estaimpuis
- 1.2.Toit Inspiration, rue Gernante, 19 à 7050 Herchies.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 124/724-60 (n° de projet 20180059), et par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2018, article 722/125.06.2018.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

24. Question(s) orale(s).

Pour le Groupe PS, Monsieur Delhaye pose la première question suivante :

« Les travaux de voiries à la rue Valère Letot et à la rue du Temple s'achèvent après plusieurs mois. Il semble que les riverains aient beaucoup d'interrogations sur les aménagements prévus. Une rencontre avec ces derniers serait programmée ce [lundi] soir. Le Conseil communal pourrait-il être informé des orientations proposées auxdits riverains par rapport à leurs remarques ? »

Pour la majorité, la Présidente lui répond qu'une réunion a en effet eu lieu ce lundi 18 juillet, au cours de laquelle des informations en matière de stationnement et d'aménagements de voirie ont été données, et où chacun a pu faire part de ses remarques et doléances. Elle ajoute également que contrairement à certaines informations entendues, les délais de ces travaux ont été parfaitement respectés, au même titre que le CSCb. Le chantier, d'un coût de plus de 729.000€, a duré 177 jours ouvrables. Il reste donc, à cette date, 10 jours ouvrables de travaux.

Des aménagements quant au stationnement ont été prévus (marquage au sol, bacs à fleurs, ...) et certains pourraient encore être revus suite à une série de tests qui seront réalisés avec l'aide d'un lourd charroi (tracteur, bus, hydrocureuse, ...)

Enfin, la Président fait remarquer que la position des différents riverains à l'égard de la vitesse sur la rue Valère Letot n'est pas unanime, mais qu'une majorité de riverains est favorable aux aménagements prévus pour réduire la vitesse excessive.

Pour le Groupe PS, Madame Senecaut pose la seconde question suivante :

« Le 11 octobre 2011, le Moniteur belge publiait un Arrêté royal de la ministre de l'emploi Joëlle Milquet visant à prélever les réserves financières des Agences locales pour l'emploi. L'objectif budgétaire de cette mesure était de rapatrier l'équivalent de 55,5 millions d'euros dans l'escarcelle fédérale.

Les ALE disposent effectivement de réserves financières qui permettent de garantir une plus grande stabilité d'emploi, de meilleures conditions de travail, une fidélisation de la relation entre clients et la formation du personnel. Le personnel qui ne bénéficie plus d'aide à l'embauche est notamment maintenu dans son job grâce à ces réserves.

Il apparaît que l'Agence locale pour l'emploi de Jurbise aurait d'abord introduit des recours devant le Conseil d'État à l'encontre de cette réglementation, recours qui auraient été rejetés purement et simplement.

Actuellement, une procédure serait en cours devant le Tribunal du travail après être passée devant le Tribunal de première instance. Nous souhaiterions être éclairés quant à ces procédures d'autant plus que l'Agence locale pour l'emploi aurait été condamnée à verser des montants excessivement importants au Fédéral.

Qu'en est-il exactement ? Les montants qui sont cités à titre d'intérêts sont exorbitants dans la mesure où aucun cantonnement n'aurait été proposé en ce dossier.

Le groupe PS s'interroge quant aux mesures qui sont prises pour assurer la pérennité de l'agence locale pour l'emploi qui est source d'emplois d'autant plus que l'agence de Jurbise a fait durant les dernières années des investissements excessivement importants notamment dans l'immobilier. »

Pour la majorité, la Présidente répond :

« Jurbise s'est effectivement associée à Dour et Honnelles pour introduire un recours devant le Conseil d'Etat et a perdu le recours. Une procédure est désormais en cours devant le Tribunal de Première Instance, dont les (premières) conclusions ne sont pas attendues avant mars 2019. Cette procédure a été intentée par l'ONSS afin de forcer les ALE à rembourser les montants non versés durant plusieurs années. Toutefois, l'avocat des ALE souhaitant faire valoir que depuis la régionalisation de la matière, le Tribunal de Première Instance ne serait plus compétent et les débats devraient se poursuivre devant le Tribunal du Travail. La décision finale dans ce dossier pourrait ne pas tomber avant...2030, notamment si chacun y va de son recours...

Point important : aucune condamnation ne serait déjà survenue dans ce dossier ; aucun € n'a pour le moment été versé par l'ALE à ce jour.

Enfin, en ce qui concerne les « *investissements excessivement importants notamment dans l'immobilier* » que vous évoquez, à part le local le long de la route d'Ath, aucun investissement n'est à mentionner. »

Madame Seneceaut demande si, compte tenu des montants potentiellement en jeu, une somme a été prévue en cantonnement ou en dépôt. La Présidente lui répond qu'un montant a effectivement été prévu en dépôt.

Monsieur Delbaye demande si les licenciements survenus au sein de l'ALE seraient la conséquence de ce dossier, ce à quoi la Présidente lui répond par la négative.

Afin de faire toute la lumière sur ce dossier, celle-ci propose à l'assemblée de solliciter un rapport écrit de la part des représentants de l'ALE.

Pour le Groupe PS, Madame Senecaute pose la troisième et dernière question suivante :

« Le groupe PS à l'instar des membres de ce Conseil communal a été interpellé par une habitante de la rue Fouquet qui est victime comme tous ses voisins d'inondations.

La rue Fouquet est depuis quelques semaines régulièrement inondée et submergée par des boues dévalant les champs. La rue s'est ainsi transformée en véritable rivière de boue.

Les personnes originaires de Masnuy savent que la rue Fouquet était auparavant régulièrement inondée et sont persuadées qu'il aurait mieux fallu ne jamais accorder d'autorisation de construire dans ces zones.

Le groupe PS s'interroge donc sur la politique d'autorisation de construire qui sera dorénavant accordée par la commune. Ne serait-il pas préférable de refuser purement et simplement de construire dans certaines zones qui pourraient être menacées

Dans le cas d'espèce, la responsabilité de la commune pourrait être engagée.

Le groupe PS demande la confirmation qu'une expertise a bien été sollicitée par la commune auprès de HIT pour que des mesures soient prises afin d'éviter que ces inondations ne puissent se répéter. »

Pour la majorité, la Présidente commence par rappeler que la rue Fouquet n'est pas la seule à avoir été touchée par les inondations, ce à quoi Mme Senecaut rétorque toutefois que la question posée découle d'un mail envoyé par une riveraine de cette rue à l'ensemble des mandataires communaux.

La Présidente poursuit en précisant que si un permis a récemment été accordé sur cette rue, il l'a été en-dehors de la zone d'aléa d'inondation. Elle se fait l'écho des suites de la réunion organisée le mardi 12 juin avec la cellule GISER du Service Public Wallonie, au cours de laquelle plusieurs pistes de solution et de réflexion concrètes ont été proposées, en présence de riverains de plusieurs rues et d'agriculteurs, dont certains ont fait part de leur potentielle collaboration si des bassins d'orage devaient être creusés sur des parcelles leur appartenant.

Enfin, la Présidente précise que le Hainaut Ingénierie Technique (HIT) n'est pas concerné par ces inondations, car il ne s'agissait pas, dans le cas présent, des suites de débordements d'un cours d'eau ou de défaut d'entretien de fossés, mais de ruissellement d'eaux en provenance des champs.

Plus aucune question n'étant posée, la Présidente déclare le huis clos.